

1
simplement présumer qu'il ne s'agit que de réactions provenant de gens mal ou non informés²⁷.

L'OMC doit assumer une part du fardeau que suppose une analyse plus approfondie, d'une part en intensifiant la recherche à l'interne et d'autre part en développant ses propres réseaux d'information par l'entremise de groupes de réflexion, des universitaires et des organisations non gouvernementales. Le Secrétariat de l'OMC ne devrait pas se faire le défenseur et le promoteur de la cause – ce rôle revient au directeur général et aux membres – il doit plutôt être, et être perçu comme l'auteur d'une opinion éclairée au sujet des questions en tant que telles. Les travaux du Secrétariat devraient alimenter le débat sur la politique et, par la même occasion, permettre la participation d'experts de l'extérieur sur le plan intellectuel. Certaines idées ont déjà été avancées sur la façon de s'y prendre et sur ce que cela impliquerait pour l'OMC²⁸.

²⁷ Ces inquiétudes sont nombreuses et variées, allant de l'effet de la libéralisation des échanges sur les contrats sociaux et le tissu des sociétés jusqu'au rôle du commerce dans des questions vraiment fondamentales comme le réchauffement du globe et la biodiversité. Ces inquiétudes rentrent généralement sous la rubrique « commerce et... », une question qui commence seulement à faire l'objet des analyses rigoureuses et de l'attention, sur le plan politique, qu'elle mérite. Pour un examen plus approfondi de cette question, voir « Le programme « commerce et ... » : sommes-nous à la croisée des chemins? », de Dan Ciuriak, *op. cit.*

²⁸ Par exemple, Sylvia Ostry a proposé de redonner à l'OMC un organe de discussion de la politique, ce dont elle est privée depuis la suspension en 1990 du Groupe consultatif des Dix-huit [TRADUCTION] : « Dans le jargon de la documentation sur le régime international, le forum sur la politique pourrait devenir un méta-régime reposant sur des principes fondamentaux convenus d'un commun accord et stimulé par un ensemble d'éléments stratégiques : une infrastructure du savoir sous forme de capacité de recherche, une infrastructure de réunion pour la diffusion de l'information, le débat et la pression des pairs; sans oublier la planification stratégique et le suivi du rendement de la politique. » Voir « WTO: Institutional Design for Better Governance », S. Ostry, *op. cit.*